

Jeux olympiques

d'autre choix... » Allons donc! Après l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique, il n'avait pas le choix au départ!

Des voix: Bravo!

[Français]

Mlle MacDonald: Madame le Président, après deux mois de pouvoir, le gouvernement libéral a finalement pris la même décision que celle que nous avons prise en janvier, à l'effet de boycotter les Jeux olympiques. Je regrette le délai et le manque d'intérêt manifesté par le gouvernement à ce sujet. Le délai a causé une détérioration dans nos relations avec nos alliés et nos amis à travers le monde. De plus, pendant cette période, nos athlètes ont été laissés sans direction et sans *leadership*.

[Traduction]

Mon parti estime qu'il n'y avait aucune raison de retarder une prise de position sur cette question. Nous savions dès le début que l'invasion de l'Afghanistan était une situation qui exigeait une réaction ferme. Nous savions qu'il fallait imposer des sanctions à l'Union soviétique. C'est pourquoi le gouvernement précédent a fait figure de chef de file à l'OTAN, à l'OCDE, aux Nations Unies et au sein du Commonwealth. C'est pourquoi, dès le 11 janvier dernier, nous annonçons toute une série de sanctions économiques, y compris un embargo sur les livraisons de céréales, la suppression des crédits à l'exportation, un resserrement des ventes de matériel technique de pointe et l'annulation des visites de nature scientifique, culturelle et ministérielle.

A titre de gouvernement, nous avons pris la décision, que nous avons annoncée le 26 janvier dernier, d'appuyer le boycottage des Jeux olympiques parce que nous savions que ce geste indiquerait clairement au gouvernement et surtout à la population de l'Union soviétique que nous ne resterions pas indifférents et muets devant l'invasion d'un pays neutre.

Il était évident pour nous que les Soviétiques entendaient se servir des Jeux olympiques à des fins de propagande. Il n'est besoin que de citer un paragraphe du dernier «Manuel du militant du parti», publication annuelle destinée aux membres du Parti communiste soviétique, qui traite du choix de Moscou comme site des Jeux:

En décidant d'accorder à la capitale du premier État socialiste du monde le droit tant convoité d'y tenir les Jeux olympiques on a prouvé irréfutablement que l'importance historique et la justesse de la politique étrangère de notre pays sont universellement reconnues.

Ma foi, il ne nous a pas fallu quatre mois, en tant que parti ou que gouvernement, alors que nous étions au pouvoir, pour démontrer que contrairement à ce que prétendent les soviétiques le fait que les Jeux aient lieu à Moscou «ne prouve nullement la justesse de leur politique étrangère», surtout si l'on songe à l'invasion de l'Afghanistan. Nous n'étions pas disposés à laisser l'Union soviétique justifier ce genre de politique étrangère agressive. C'est pourquoi notre parti accueille favorablement la décision prise par le gouvernement d'appuyer, bien qu'un peu tard, le boycott généralisé des Jeux de Moscou.

J'exhorte le gouvernement à prendre tout de suite l'initiative et à chercher, de concert avec d'autres pays animés du même esprit, à tenir des Jeux parallèles de même niveau, afin que nos athlètes puissent participer cet été à une compétition internationale.

Des voix: Bravo!

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président je voudrais tout d'abord féliciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) de sa nomination et le remercier également de m'avoir transmis à l'avance un exemplaire de la déclaration qu'il a faite aujourd'hui.

La position du Nouveau parti démocratique concernant un éventuel boycottage des Jeux olympiques de Moscou de la part du Canada a été clairement énoncée par notre chef en janvier dernier. Nous étions alors opposés à l'idée d'un tel boycottage et nous le sommes encore.

Des voix: Quelle honte!

Mlle Jewett: En condamnant l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique le chef du NPD a instamment invité le gouvernement canadien à se joindre à d'autres pays qui ont voté contre cette invasion pour mettre au point des sanctions internationales à caractère diplomatique, économique et culturel qui seules peuvent faire vraiment comprendre à l'Union soviétique nos sentiments ainsi que ceux des pays membres de l'Organisation des Nations Unies à son égard.

Nous étions alors convaincus et nous le restons d'ailleurs qu'un boycottage des Jeux de Moscou ne permettrait pas d'atteindre l'objectif qui est de forcer les Soviétiques à se retirer de l'Afghanistan. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures le reconnaît d'ailleurs lui-même quand il déclare «qu'il est peu probable que l'on assiste à un revirement subit de la situation en Afghanistan».

Nous déplorons également la décision de choisir nos athlètes pour en faire l'instrument de notre colère. Aucun sacrifice comparable n'est attendu d'autres catégories de Canadiens. En outre, en refusant de participer aux Jeux de Moscou, nous signons probablement l'arrêt de mort des Jeux olympiques de l'avenir.

Enfin, ce boycottage, loin d'amener un retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, peut très bien avoir pour effet d'accroître les tensions entre l'Est et l'Ouest, ce qui éloignera d'autant plus le contrôle effectif des armements et la volonté dans les deux camps de procéder à un véritable désarmement.

Le NPD croit que le gouvernement devrait plutôt s'opposer au boycottage et faire figure de chef de file parmi les 103 pays qui, comme le Canada, ont condamné la façon d'agir de l'URSS à l'Assemblée générale des Nations Unies en préconisant des mesures de dissuasion propres à convaincre les Soviétiques de se retirer d'Afghanistan. Dans le cas du Canada, par exemple, le NPD pense à la suspension des relations bilatérales dans les domaines de la culture et des sports, la suppression de notre aide technique avancée dans le domaine commercial et l'annulation des lignes de crédit dont jouit l'URSS au Canada. Ces mesures marqueraient le point de départ d'une protestation plus convaincante que le boycottage des Jeux olympiques. Il est fort possible que des mesures semblables, si elles sont prises de concert avec d'autres pays, obligent l'Union soviétique à changer sa politique et favoriseraient ainsi la paix mondiale.

● (1720)

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Madame le Président, je voudrais poser quelques questions au ministre à cet égard. Ma première devrait peut-être s'adresser au secrétaire d'État (M. Fox),